

# Bulletin

Unité  
Eenheid

Bulletin de liaison pour l'unité des travailleurs de tout le pays

Janvier 2012 – n°18 – 1€

Ed. resp : Olivier Horman, rue Franche 26, 7020 Mons; Rik Steeland, Kanaalstraat 36, 8550 Zwevegem

[www.comiteunite-eeheidscomite.be](http://www.comiteunite-eeheidscomite.be)

Dit bulletin verschijnt ook in het Nederlands.  
Nederlandstalige versie: [info@eenheid-unite.be](mailto:info@eenheid-unite.be)

Contact: Serge Monsieur, délégué CGSP-FGTB Tél:0475/238.466  
Rik Steeland, militant BBTk-ABVV Tél : 0477 25.80.34

[sergemonsieur@hotmail.com](mailto:sergemonsieur@hotmail.com)  
[steelandrik@yahoo.com](mailto:steelandrik@yahoo.com)

## Contre les plans d'austérité

# RETRAIT DE LA REFORME DES PENSIONS !

En se lançant dans la grève, les cheminots ont clairement montré la voie : il s'agit d'exiger l'abandon des mesures prises, en particulier la réforme des pensions. Les cheminots ont également compris que pour atteindre cet objectif, il fallait plus qu'un jour de grève.

Ce mouvement a débordé les appareils syndicaux qui avaient décidé de ne rien faire avant les fêtes de fin d'année (abandon de la grève générale, secteur privé et secteur public, dont il avait été question pour le 19 décembre). Les dirigeants avaient reporté toute mobilisation au 30 janvier, après avoir, disaient-ils, fait une « évaluation » du « dialogue » instauré par Di Rupo pour discuter du détail de l'application de son plan.

Alors que rien n'était prévu, en quelques heures, la grève des services publics a été mise sur pied pour le 22 décembre, jour du vote au Parlement. Les cheminots n'ont pas attendu le 22, estimant que c'était bien tard. Le 22, la grève a été un immense succès, mais les dirigeants ont décrété dans l'après-midi que le travail devait reprendre le lendemain. Ainsi, les parlementaires, rassurés, ont pu voter la loi sur les pensions au petit matin du vendredi 23.

### Pourquoi ?

Ce coup d'arrêt témoigne d'une volonté de ne rien faire qui mette en péril la coalition gouvernementale. Pourquoi ce laisser-faire sans combattre ?

Il ne fait pas de mystère que les sommets de la FGTB et de la CSC, bien qu'en apparence opposés au programme de Di Rupo 1<sup>er</sup>, sont prêts à accepter une certaine austérité « intelligente », réfléchie, « qui ait du sens », bref les dirigeants syndicaux sont d'accord sur l'objectif du retour à l'équilibre budgétaire et le paiement de la dette, mais ils sont en désaccord sur le rythme et sur la manière.

On reproche à Di Rupo sa décision d'aller trop vite, de ne pas associer les syndicats aux décisions. *La Libre* rapporte que de nombreux contacts ont pourtant eu lieu entre le formateur et les responsables de la FGTB et cite ces propos très significatifs de Thierry Bodson, secrétaire de la FGTB wallonne : « *Le scénario était toujours le même (lors des réunions), Elio avait un grand cahier devant lui, il nous donnait la liste des horreurs. On disait que c'était la 'cata' et lui répondait que ce n'était pas possible de faire autre chose! A aucun moment, il n'y a eu vraiment concertation.* »

On comprend que le but de ces contacts n'était pas de permettre à la FGTB d'empêcher les « horreurs », mais de lui offrir l'opportunité d'y apporter des légères modifications marginales. Conséquence concrète : l'exigence du retrait du plan d'austérité de Di Rupo et de toutes ces attaques contre les pensions ne fut jamais formulée par les directions syndicales.

Tout cela s'inscrit dans un contexte international qui pèse de plus en plus sur le cours de la FGTB qui devrait, par ses origines, se situer sans ambiguïté sur le terrain de la défense des intérêts des salariés.

### Quelle « vision commune » ?

A l'occasion de la réunion du sommet du G20 à Cannes les 3 et 4 novembre 2011 (sommet économique planétaire des chefs d'Etat

et de gouvernement qui s'est combiné à un sommet de l'euro), une « *Déclaration commune B20-L20* » a été adoptée par les représentants syndicaux et patronaux, qui débute ainsi :

« *Le B20 (organisations patronales membres du G20) et le L20 (syndicats des pays membres du G20) expriment leur profonde inquiétude quant à la situation économique mondiale. Les travailleurs et les entreprises sont confrontés, à l'échelle mondiale, à l'instabilité des marchés, qui se traduit notamment par un accroissement du chômage, de fortes incertitudes existant sur le marché du travail et des perspectives économiques qui demeurent sombres.* »

Ses travailleurs et les employeurs auraient-ils désormais des inquiétudes à partager en commun ? Le texte poursuit :

« *En conséquence, nous souhaitons saisir l'opportunité que les problématiques d'ordre social soient mises sur l'agenda du G20 pour attirer l'attention des gouvernements sur quelques enjeux majeurs par rapport auxquels ils ont développé une vision commune.* »

Le président de la FGTB, Rudy De Leeuw, a rencontré à Cannes le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso. Selon le site de la FGTB, De Leeuw a porté devant Barroso la revendication selon laquelle « *les gouvernements du G20 doivent accorder la priorité à l'augmentation de la demande et au rétablissement de la croissance.* »

En attendant que ces vœux fort pieux se réalisent un jour, les travailleurs devraient-ils accepter que les trains des mesures antisociales d'austérité passent les uns après les autres ? L'histoire de la lutte des classes nous apprend pourtant à ne pas croire que le loup puisse engendrer l'agneau.

### Exigeons le RETRAIT de ce plan

On trouvera dans ce numéro du Bulletin du Comité-Unité Eenheids-Comité l'invitation à une réunion qui se tiendra le 11 février 2012 et qui aura pour objectif de discuter des moyens pour faire avancer le mot d'ordre de retrait du plan d'austérité.

Chacun mesure que cette question du refus et du retrait toutes les mesures d'austérité va continuer à peser sur toutes les mobilisations qui vont se produire en janvier, jusqu'à la journée de grève générale (secteur privé et secteur public) prévue le 30 janvier.

Si le gouvernement a pu imposer un premier paquet antisocial en décembre, c'est uniquement grâce à l'absence de réaction syndicale à la hauteur des événements, la mobilisation est loin d'être terminée. La classe ouvrière conserve intactes toutes ses capacités au combat. Le gouvernement en est bien conscient, et c'est pour cela qu'il va tout faire pour que les organisations syndicales soient associées à la mise en œuvre de sa politique de recul social.

Sur ce point, rien n'est tranché définitivement. La FGTB peut et doit rester un syndicat indépendant des patrons et des gouvernements !

# ALGERIE

## Une conférence historique

A Alger, les 11, 12 et 13 décembre 2011, s'est tenue à l'appel du Parti des travailleurs d'Algérie et de l'UGTA une « Conférence internationale d'urgence contre les guerres d'occupation, l'ingérence dans les affaires intérieures des pays, pour la défense de l'intégrité et de la souveraineté des nations ».

### Urgence

Durant trois jours, les 11, 12 et 13 décembre 2011, s'est tenue à Alger la « Conférence internationale d'urgence contre les guerres d'occupation, l'ingérence dans les affaires intérieures des pays, pour la défense de l'intégrité et de la souveraineté des nations » à l'appel du Parti des Travailleurs et de l'Union Générale des Travailleurs Algériens. Plusieurs centaines de participants venus du monde entier, et tout d'abord de la région directement concernée par la guerre destructrice en Lybie, étaient présents

C'est ainsi qu'étaient présents des délégués d'Algérie, de Libye, de Tunisie, du Maroc, du Mali, de Mauritanie, du Niger, du Tchad, d'Egypte, mais également du Bahrein, du Liban, de Palestine et de Turquie.

Ils étaient très nombreux venus de tout le continent africain : Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Centre-Afrique, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, île Maurice, Sénégal, Togo et Somalie, pays qui depuis l'intervention dite « humanitaire » des grandes puissances il y a 20 ans, est déchiré par la guerre civile.

Venues de France, d'Espagne, d'Italie, de Portugal de Suède mais également de Russie et de Serbie, des délégations d'Europe et des Etats-Unis matérialisaient le combat contre l'intervention en Libye de « leurs » propres gouvernements.

D'Afghanistan, ils étaient venus pour expliquer les conséquences de la guerre.

Venus également d'Haïti, occupée par la Minustah, ainsi que du Brésil et du Vénézuéla pour dénoncer cette occupation.

C'est un très grand succès.

Car cette conférence d'urgence a été convoquée en moins de deux mois par la secrétaire générale du Parti des Travailleurs d'Algérie, Louisa Hanoune, et le secrétaire général de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi Saïd.

Reproduit de *Informations Ouvrières*, hebdomadaire du *Parti Ouvrier Indépendant* – membre de l'*Entente internationale des travailleurs* (France)

### L'introduction de Louisa Hanoune, au nom du Parti des Travailleurs et de l'UGTA (extraits)

Après avoir souligné la signification pour la région et pour le monde de l'intervention en Libye, Louisa Hanoune est revenue sur ses conséquences en Algérie :

*« En effet les impacts sécuritaires de l'intervention en Libye s'ajoutent à un chantage extérieur continu exercé contre elle par les gouvernements des grandes puissances.*

*Il est reproché à l'Algérie, qui par le passé a été saignée par la dette extérieure et a subi un PAS (Plan d'Ajustement Structurel) qui a massacré son potentiel économique, de mettre en œuvre une politique socio-économique à contre-courant des politiques meurtrières de rigueur appliquées en Europe et aux Etats-Unis au profit des banques et des entreprises privées.*

*Il est reproché à notre pays, en effet, l'introduction de correctifs importants dans l'orientation économique, dont notamment la renationalisation des hydrocarbures en 2006, puis la restructuration de la dette souveraine économique à travers la LFC ( loi de finances complémentaire) de 2009 et celle de 2010, l'injection d'importants investissements publics dans la relance économique, les augmentations de salaires et autres dépenses sociales, malgré les pressions du FMI, de la Banque mondiale, de l'Union Européenne et des grandes puissances. (...)*

### Il est reproché à l'Algérie de ne pas avoir sombré dans le chaos, de dégager une solution algérienne à la crise

*« Et il est précisément reproché à l'Algérie de ne pas avoir sombré dans le chaos, d'avoir eu la force, puisant dans son histoire, de dégager une solution nationale algérienne à la crise, pour restaurer la paix sans ingérence externe et donc en préservant la souveraineté nationale et l'intégrité du pays. (...) Dans ce cadre, par-delà les positions de chacun sur la nature de tel ou tel régime, nous réaffirmons ici que c'est aux peuples seuls de définir les moyens d'y parvenir, car les révolutions et les changements importés de l'extérieur, concoctés par les centres impérialistes, procèdent de la contre-révolution et de la destruction des nations. »*

### Extraits de la déclaration finale

- 1. Préparer** la tenue d'un tribunal international de type Bertrand Russel pour, sur la base des faits, dresser un acte international d'accusation contre les responsables et fauteurs de guerre d'occupation-pillage, de destruction des nations.
- 2. Coordonner** l'action unie et réagir ensemble pour la défense de l'intégrité et de la souveraineté des nations.
- 3. Organiser** la mobilisation unie contre la guerre et pour que les budgets de guerre soient utilisés pour le développement socio-économique, pour la santé l'instruction, combattre la misère et la famine qui se propagent dans le monde.

- 4. Organiser** la mobilisation unie contre les plans meurtriers du FMI, de la Banque mondiale, de l'Union Européenne etc. contre le diktat des déficits budgétaires utilisé en Europe pour imposer aux travailleurs et aux peuples des plans d'ajustement structurels assassins, la destruction des droits et des acquis sociaux.

*Plus d'informations et textes complets sur le site de l'Entente Internationale des Travailleurs : (eit-ilc.org)*

## TEXTE DE REFLEXION

### ACCORD BUDGETAIRE ET NOUVEAU GOUVERNEMENT

**Comme en Espagne, au Portugal ..., les dirigeants du PS et du SP.A se préparent à sacrifier leur parti au nom des exigences des spéculateurs. Les travailleurs n'accepteront pas de se saborder en leur compagnie. Retrait pur et simple du plan d'austérité !**

Austérité, désertification industrielle (ArcelorMittal), attaques contre la Sécurité sociale, pensions, prépensions, allocations de chômage, budget Santé, scission des allocations familiales..., jamais le monde du travail n'a été aussi agressé depuis la 2ème guerre mondiale. La riposte des travailleurs avec leurs organisations syndicales sera massive. La perspective d'une nouvelle grève générale comme en 60-61 est clairement à l'ordre du jour.

Mais il est intolérable que les responsables des Partis socialistes s'apprêtent à se positionner frontalement contre les intérêts des travailleurs et, en définitive, à faire sombrer le mouvement ouvrier dans le gouffre de la soi-disant politique d'équilibre des finances publiques. Il est inacceptable d'entendre les mandataires du PS dire que pour eux cette politique est la seule manière « d'assumer leurs responsabilités ». Sur les plateaux TV, Elio Di Rupo assure « comprendre » le mécontentement des syndicats, « comprendre » qu'ils organisent une manifestation nationale à Bruxelles le 2 décembre, et même « comprendre » qu'ils puissent aller jusqu'à une grève générale. Qu'est-ce que cela signifie ?

La situation est d'une gravité exceptionnelle, les travailleurs et leurs syndicats sont confrontés à une déclaration de guerre historique.

Plus que jamais, les « marchés financiers » sont décidés à mettre à bas nos acquis sociaux et à démanteler notre modèle social conquis au lendemain de la guerre et qui a été renforcé par les mobilisations de 1950 et 1960-61. Tels de véritables gangsters, les banquiers sont occupés à opérer un holdup de l'économie en augmentant les taux d'intérêts pour prendre les Etats à la gorge. Quelle légitimité peut avoir le paiement de la dette dans de telles circonstances ? Comme le dit le tract appelant à la manifestation du 2 décembre : cette dette n'est pas celle des travailleurs !

Il faudrait accepter un accord budgétaire sous prétexte que les mesures les plus réactionnaires ont été écartées?

Manipulation ! L'accord budgétaire, passé sous la menace directe de l'Union européenne, est provisoire. Demain, il sera remis en cause par une nouvelle aggravation de la situation économique. « Le chaos est là devant nous ». A la conférence de presse des négociateurs, un journaliste demande : « Vous êtes en train de me dire que la Belgique ne serait pas capable de prendre des mesures additionnelles ». La presse rapporte que le formateur « s'est empressé de répondre que c'était tout le contraire ».

En Grèce, le peuple vient de se soulever. Les travailleurs grecs disent : «*Pourquoi paierions-nous ? Pour les dettes ? Ce ne sont pas les nôtres !*».

Nous sommes dans la même situation et les travailleurs grecs nous montrent la voie. En Grèce comme en Belgique, les travailleurs sont appelés à prendre leur sort en mains.

Après la grande manifestation du 2 décembre, le comité fédéral de la FGTB du 6 décembre doit décider de la grève générale. Elle sera assurément nationale, car comme l'a affirmé Thierry Bodson, secrétaire général de la FGTB wallonne, « *il n'y a aucune divergence de vue avec nos camarades flamands* ».

**L'objectif de la grève générale doit être le retrait pur et simple du plan d'austérité.**

C'est le point de départ à toutes les autres questions qui sont aujourd'hui posées au monde du travail organisé. Le futur gouvernement table sur la division et l'épuisement des travailleurs. Nous disons : l'intérêt des travailleurs, des allocataires sociaux et des jeunes, c'est l'unité d'action pour bloquer les plans antisociaux. Cette unité est indispensable pour permettre à la mobilisation d'aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'annulation des plans de régression sociale exigés par les « marchés financiers », dont l'Union européenne et sa banque centrale sont les relais institutionnels.

**Adopté le 28 novembre 2011 à la réunion locale de Liège du Comité Unité**

Lettre au gouvernement wallon

## ***Nous vous demandons de nationaliser la sidérurgie liégeoise***

« Pour sauver nos familles, pour l'avenir de nos enfants, pour garder notre base industrielle, il faut maintenir la sidérurgie liégeoise intégrée avec tous ses emplois directs et indirects.

Pour cette raison, nous soutenons la demande des organisations syndicales de nationaliser la sidérurgie liégeoise.

Certes, d'autres pistes sont évoquées pour éviter la fermeture, mais une seule solution apporte la certitude sur le maintien des outils, c'est celle de l'appropriation par la Région wallonne de tous les sites (chaud et froid) appartenant à ArcelorMittal.

Il serait inacceptable de nous opposer des lois et des directives européennes. Nécessité fait loi !

Nous demandons à être reçus en délégation par le Gouvernement wallon pour exposer la revendication de la nationalisation de notre sidérurgie qui intéresse tous les travailleurs du pays. »

**Lettre à l'initiative du Comité de soutien à la demande de nationalisation de la sidérurgie liégeoise formé le 4 novembre 2011**

**Contact** : A. Ruggieri, rue du Ruisseau 3 - 4621 Fléron - 04/358.87.05 - [nationalisation.mittal@gmail.com](mailto:nationalisation.mittal@gmail.com)

## **APPEL - INVITATION**

### **Aucune mesure d'austérité n'est acceptable !**

La grève du 22 décembre 2011, découlant du mouvement des cheminots qui ont avancé à un moment le mot d'ordre de « *grève au finish jusqu'à l'abandon de la réforme des pensions* », a démontré que les travailleurs de tout le pays veulent s'opposer au programme d'austérité.

Suivant les injonctions des « marchés financiers » qui spéculent sur la dette publique, nos conquêtes sociales sont attaquées les unes après les autres. La FGTB a affirmé très justement dans *Syndicats* : « *C'est leur dette, pas la nôtre !* »

Mais il faut poser la question honnêtement. Les travailleurs ne sont-ils pas en droit d'exiger des dirigeants syndicaux qu'ils organisent en ce début d'année l'action pour obtenir le retrait des mesures décidées ? N'est-ce pas la condition pour unifier la force de plus de trois millions de syndiqués ? L'unité des travailleurs du Nord et du Sud du pays est indispensable pour bloquer le plan de scission et de privatisation de la Sécurité sociale (allocations familiales, fiscalité, etc.).

Le gouvernement compte sur le « dialogue » avec les « partenaires sociaux » pour faire passer sa politique. Il faut bien constater que le sommet de la FGTB s'est positionné pour le « dialogue » sur l'application de la loi. Or, après le vote, n'est-ce pas son retrait qui doit être le but de l'action ?

La situation est d'une extrême gravité. La politique du retour à l'équilibre budgétaire remet en cause les formes les plus élémentaires de la démocratie parlementaire puisque les représentants élus n'ont plus de marge de manœuvre pour s'écarter des décisions déjà prises. Une nouvelle forme de dictature se met en marche en menaçant l'existence des organisations syndicales qui sont sommées de s'intégrer dans une unique politique et de renoncer à la défense de leurs affiliés.

Pour notre part, nous appelons à refuser les diktats de l'Union européenne, laquelle s'apprête à renforcer le caractère antisocial et antidémocratique de ses traités.

Nos revendications sont :

**Pas un seul de nos droits sociaux ne peut être sacrifié !  
Retrait du plan d'austérité du gouvernement Di Rupo - Vanackere !**

Sur cette base, nous invitons les travailleurs, les jeunes, les allocataires sociaux, les militants,...

**REUNION le SAMEDI 11 FEVRIER 2012 - 10.30 H – 13 H**

Centre OP-WEULE, Rue Saint-Lambert, 91, Local 1

**1200 WOLUWE SAINT-LAMBERT.**

**Contact** : Olivier Horman - Rue Franche, 26 - 7020 Mons - [olivier.horman@gmail.com](mailto:olivier.horman@gmail.com) - [www.comiteunite-eeheidscomite.be](http://www.comiteunite-eeheidscomite.be)